

AAPC - ANNEXE I

Modalité de constitution et de remise des dossiers de candidature pour le marché global sectoriel à tranche de conception, de réalisation, d'aménagement de l'Etablissement pénitentiaire de Nîmes sud (30)

**A. Constitution des dossiers de candidature : renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si les critères de sélection des candidatures sont remplis.
En cas de groupement, chaque cotraitant devra fournir ces informations/éléments :**

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique :
Conditions de participation

→ Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce et de la profession :

- i. Le formulaire DC 1 " Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants " version du 1^{er} avril 2019 complétée et signée par le candidat. Le formulaire DC 1 est disponible à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- ii. Une référence de l'inscription à l'ordre des architectes en cours de validité (ou équivalent pour les candidats non établis en France), pour le co-traitant en charge de la conception uniquement,
- iii. Si le candidat est en redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

→ Capacité économique et financière : Liste et description succincte des critères de sélection :

1. Moyens financiers :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé par le candidat au cours des trois derniers exercices disponibles (à renseigner dans le cadre de réponse A_0_2_AAPC_Annexe_2_Cand_cadre.xls).

→ Niveaux spécifiques minimaux exigés : minimum de 130 millions d'euros H.T. de chiffre d'affaires moyen pour le groupement au cours des 3 derniers exercices disponibles. Conformément à l'ordonnance du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique et dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires n'est pas suffisant en 2020, le titulaire peut justifier sa compétence financière par tout moyen.

Capacités technique et professionnelle :

2. Répartition des missions :

Une note détaillant la répartition des missions au sein du groupement (qu'il soit mandataire / cotraitant / sous-traitant / autre opérateur intervenant au titre de la mission conception, réalisation des travaux, ou BET) afin de permettre d'examiner les moyens humains et les références par rapport aux missions confiées.

3. Moyens humains :

- a. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (à renseigner dans le cadre de réponse – A_0_2_AAPC_Annexe_2_Cand_cadre et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
- b. L'indication des noms des personnes physiques pressenties pour exécuter le marché, avec mention des titres d'études, et qualifications professionnelles pertinentes, à renseigner dans le cadre de réponse – A_0_2_AAPC_Annexe_2_Cand_cadre.xls.

4. Références :

Pour le groupement, la présentation de 15 références d'opérations en cours d'exécution (marchés signés – en phase études ou travaux) ou livrées, récentes (projets exécutés au cours des 10 dernières années), significatives et appropriées à l'objet de la consultation (à renseigner dans le cadre de réponse – A_0_3_AAPC_Annexe_4_Cand_Réf_cadre.xls). Ces prestations peuvent concerner n'importe quel membre du groupement (qu'il soit mandataire/cotraitant/autre opérateur au sein du groupement). Une même référence peut être présentée par plusieurs membres du groupement (cette référence sera alors comptabilisée une fois pour chaque membre du groupement qui la présente). Le candidat veillera à ce que chaque membre du groupement ait eu à sa charge, sur au moins une référence présentée, des missions semblables à celles qui lui sont confiées dans le cadre de la présente opération.

Parmi ces 15 références, **exactement 5** concerneront l'architecte ou le groupement d'architectes en charge de la conception et seront présentées de manières détaillées avec illustration dans le cadre de réponse – A_0_4_AAPC_Annexe_3_Cand_réf_graph.xls au format power-point (2 diapositives par références – soit 10 diapositives maximum).

Pour chaque référence, seront présentées les principales caractéristiques de l'opération :

- Maître d'ouvrage et ses coordonnées,
- Nature et localisation de l'opération,
- Année de mise en service ou phase d'avancement,
- Type de mission au sens de la loi MOP,
- Coût des travaux (en k€ HT),
- Position pour cette référence (mandataire ou cotraitant ou sous-traitant),
- Typologie, surface, capacité et caractéristiques principales de l'opération,
- Le cas échéant, spécificités particulières de l'opération (par exemple : nature de l'opération, certification/label, BIM),
- Intégration des performances environnementale et énergétique, principes d'architecture bioclimatique, niveau de confort thermique (été-hiver-mi saison)
-

Il est à noter que, parmi ces 5 références, l'une d'entre elles devra être dédiée à l'insertion paysagère ou urbaine. Parmi les illustrations de cette référence, des vues avec un angle suffisamment large permettront d'apprécier le projet dans son environnement.

Le candidat devra, à travers les documents demandés ci-dessus, et notamment les références, démontrer ses compétences pour des bâtiments d'ampleur et de complexité analogue à la présente opération et, de qualité architecturale, fonctionnelle et technique, répondant aux besoins des utilisateurs.

Les candidats pourront présenter une attestation de bonne exécution des travaux pour les références les plus importantes, précisant s'ils ont été effectués dans les règles de l'art et s'ils ont été menés à bonne fin.

Présentation des références concernant l'architecte en charge de la conception : chacune des références présentées sera accompagnée de **2 à 5 illustrations** (images, photos, plans) sous forme numérisée. Il est demandé à l'architecte de classer ses références par ordre décroissant de pertinence au regard de l'objet de la consultation (à renseigner dans le cadre de réponse – A_0_3_AAPC_Annexe_4_Cand_Réf_cadre.xls).

Si les compétences architecturales sont représentées par un groupement d'architectes, les références (et leurs illustrations) s'entendent pour l'ensemble du groupement d'architectes et non pour chaque architecte cotraitant.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. **Dans ce cas, il justifie des capacités de ceux-ci (en produisant les mêmes documents pour l'opérateur économique que ceux requis pour les candidats) et du fait qu'il en dispose, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs économiques.** Tout opérateur économique qui n'est pas en mesure de fournir le(s) élément(s) demandé(s) ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières, par tout autre moyen.

Afin de faciliter une présentation optimale des éléments ci-dessus ainsi que la bonne complétude des dossiers, il est demandé aux candidats de se servir des cadres de réponse préparés par l'APIJ, disponibles sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur www.achatpublic.com via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2382169&orgAcronyme=d3f>

Ces cadres de réponse devront être renseignés et insérés dans le dossier de candidatures en format numérique. Les cadres de réponse au format informatique seront remis au format initial, natif et modifiable (.xls et .ppt) et en pdf.

Les dossiers de candidature devront être constitués uniquement des éléments listés dans la présente annexe. Aucun autre élément ne sera pris en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures. **Si le candidat transmet plus de 15 références, seules les 15 premières seront examinées dans l'ordre de présentation. Il en est de même si la maîtrise d'œuvre en charge de la conception transmet plus de 5 références.**

Nota bene - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française

B. Critères objectifs de limitation du nombre de candidats

L'analyse sera effectuée en deux temps **sous réserve de la fourniture d'un dossier complet** :

1/ Recevabilité (capacité des candidats à répondre au marché)

- Capacité économique et financière : appréciée au vu des informations remises au point 1. du paragraphe A

Niveaux spécifiques minimaux exigés : minimum de 130 millions d'euros H.T. de chiffre d'affaires moyen pour le groupement au cours des 3 derniers exercices disponibles. Conformément à l'ordonnance du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique et dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires n'est pas suffisant en 2020, le titulaire peut justifier sa compétence financière par tout moyen.

- Capacités technique et professionnelle appréciée au vu :
 - des informations remises aux points 2 et 3. du paragraphe A sur les moyens humains : Capacité du groupement à prendre en charge les prestations objet du marché
 - des informations remises aux points 2 et 4 du paragraphe A sur les références : Capacité du groupement à prendre en charge les prestations objet du marché.

Plus précisément le groupement devra rassembler des compétences portant sur :

- La conception architecturale et l'insertion paysagère ou urbaine ;
- La conception d'un projet d'importance, de nature et de complexité similaires ;
- La réalisation de travaux d'importance, de nature et de complexité similaire (à proximité de sites sensibles, et/ou devant respecter la procédure Eviter réduire Compenser et mettre notamment en application un arrêté de dérogation pour la destruction d'espèces protégées) ;
- La gestion d'un programme fonctionnel complexe (gestion des flux, organisation du plan masse, ...) ;
- Les problématiques de sûreté/sécurité (surveillance, contrôle d'accès, détection, prévention des franchissements...) et de coordination en matière de système de sécurité incendie ;
- L'intégration des performances environnementale et énergétique dans la conception d'un projet, par exemple la prise en compte des enjeux identifiés dans une étude d'impact, la gestion des risques liés à l'eau (loi sur l'eau), énergies renouvelables etc. ;
- Les maquettes numériques BIM.

A l'issue de cette première phase, le pouvoir adjudicateur écartera les candidats n'ayant pas les niveaux de capacité requis pour répondre au marché.

2/ Sélection des candidats parmi les candidats recevables

Dans l'hypothèse où le nombre de candidatures recevables est supérieur au nombre maximal indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence (4), il sera opéré dans un second temps la sélection de quatre (4) candidats maximum parmi les candidats recevables.

Pour ce faire, il sera fait application des critères ci-dessous au vu des informations requises au point 4 du paragraphe A :

- **Qualité des références de l'architecte en charge de la conception (70%) :**
 - dans la perspective de la mise en œuvre d'un projet répondant à un programme fonctionnel et technique complexe similaire à celui de l'objet du marché ;
 - en termes d'insertion paysagère et de conception architecturale ;
 - en termes d'architecture bioclimatique, de confort thermique (été-hiver-mi saison) et un haut niveau de performances énergétiques et environnementales introduites dans la conception et l'exécution du projet.
- **Qualité des références des autres membres du groupement, qu'ils soient mandataire/cotraitant/sous-traitant/autre opérateur (30%) :**
 - au vu de l'objet du marché (importance, nature et complexité des prestations réalisées) ;
 - sur des projets intégrant le volet performances énergétique et environnementale.

Les candidatures seront analysées et classées au regard de ces deux critères.

C. Conditions de remises des candidatures

Transmission électronique des candidatures

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2382169&orgAcronyme=d3f>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Transmission de la copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« Copie de sauvegarde – MARCHE PUBLIC GLOBAL SECTORIEL – Conception, réalisation et aménagement du Etablissement pénitentiaire de Nîmes sud (30) » et doit :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, hors jour férié - (9h30 à 12h00, 14h00 à 17h00) contre récépissé au service juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 67, avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre
- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice - service juridique et des marchés - 67, avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.
